

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 12/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLLINS AEROSPACE

43, rue des Prés
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO_ERC_2024_12_411
Code AIOT : 0005800385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement COLLINS AEROSPACE implanté 43, rue des Prés 27950 Saint-Marcel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLLINS AEROSPACE
- 43, rue des Prés 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société COLLINS AEROSPACE produit à St-Marcel des pièces hydromécaniques de commande (carburant, circuits hydrauliques) destinées aux aéronefs en première monte. Il y a également sur

site une activité après vente, de réparation de pièces et de production de pièces détachées (suspension, servocommandes, électrovannes). Au titre de ces activités de production, COLLINS exploite entre autres une activité de peinture et de traitement de surface. Aussi l'exploitant est classé au titre des rubriques 2940 (application de peinture) et 3260 (traitement de surface) de la nomenclature des ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'installation de l'évapo-concentrateur présent au sous sol doit être portée à la connaissance de l'inspection.

Sont dirigées vers l'évapo-concentrateur :

- 1 cuve de 10 m³ de bains usées chromique (cuve au sous sol de l'établissement),
- 1 cuve de 10 m³ de bains usées alcalins (cuve au sous sol de l'établissement),
- 1 cuve de fuite de coupe, lessiviel et eaux de rinçage du sol du bâtiment TS (cuve localisée en extérieur du bâtiment).

Le chrome VI est transformé en chrome III et est mélangé aux bains alcalins pour réajuster le pH avant d'être dirigé vers l'évapo-concentrateur.

Au sous sol se situe aussi une cuve de 5 m³ des déchets cyanurés qui sont envoyés vers une installation de traitement de déchets.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance de la qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 8.6.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Lettre du 06/06/2017	Sans objet
3	Bilan Quadriennal : Eaux souterraines - Gaz du sol	Arrêté Préfectoral du 30/09/2009, article 9.4.2	Sans objet
4	Substances et préparations dangereuses – Etiquetage et stockage	Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 8.1.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit sous un délai d'un mois sécuriser le piézomètre. Celui ci doit être rendu hermétique et sécurisé (inaccessible en permanence). L'exploitant doit déconnecter le piézomètre du réseau d'assainissement.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer périodiquement du bon état de fonctionnement et d'entretien des piézomètres et de maîtriser les risques de contamination des ouvrages et des eaux souterraines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 06/06/2017
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : Tableau de classement
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le tableau de classement mis à jour des différentes activités du site. Au regard de ce tableau, l'établissement relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 3260 (traitement de surfaces). La rubrique 3260 comprend le traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ . Le classement des installations au titre de la rubrique 3260, volume utile des cuves des chaînes de traitement de surface (hors cuves de rinçage) supérieur à 30 m ³ , exclut donc leur classement en 2565-1 et 2565-2. Ainsi, le cyanure de sodium dans les bain de cadmiage par un procédé électrolytique ou chimique est également classé en 3260 et non dans la rubrique 4110 (celle-ci fait référence à du stockage). Les 3 machines de vibro-abrasion doivent être classées sous la rubrique 2565-4, sous le régime de la déclaration. Dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 décembre 2009 ainsi que dans le porter à connaissance déposé en 2017 par l'exploitant, les machines lessivielles étaient classées sous la rubrique 2565.2 sous le régime de l'autorisation. Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les machines lessivielles sont distinctes des activités de traitement de surface, impliquant leur classement en 2563 sous le régime de l'enregistrement. Dans le porter à connaissance acté par l'administration via une lettre donnant acte le 6 juin 2017, l'exploitant déclare l'activité 2564-2. Le jour de l'inspection l'exploitant informe l'inspection d'une coquille dans son PAC, que la rubrique 2564-2 correspond en fait à la rubrique 2564-1c. Le site est également soumis au régime de l'enregistrement sous la rubrique 2560 et sous le régime de la déclaration pour les rubriques 1185, 1978, 2564-1c, 2465-4, 4110-1 et 2910. La rubrique 1185 était non classée sur le site, elle est désormais soumise sous le régime de la

déclaration.

L'exploitant déclare ne plus être soumis à la rubrique 4110-2, car il n'utilise plus de produit liquide sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit déclarer sur le site service public plus, les rubriques 1185 et 2564-1c.
Le tableau de classement actualisé devra figurer dans le porter à connaissance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 8.6.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant procèdera à une surveillance de la qualité des eaux souterraines par la réalisation de prélèvements d'eau selon les règles de l'art dans un réseau de piézomètres conforme au plan joint en annexe n°2.

Cette surveillance se fera à l'aide de 32 piézomètres et d'un puits privé extérieur déjà implantés.

Le tableau ci-dessous indique les points de prélèvement pour lesquels une analyse est demandée ainsi que la nature et la périodicité de ces analyses :

Piézomètres	Localisation	COHV	Métaux	Périodicité
PZ 17	Limite Ouest Intérieur site (a m o n t hydraulique)	X	X	Semestrielle
PZ 21				
PZ 2	Intérieur site Principales zones sources identifiées	X	X	

PZ 5	X			
PZ 6	X			
PZ 15	X	X		
PZ 7	Limite Est Intérieur site	X		
PZ 9	X	X		
PZ 11	X	X		
PZ 14	X			
PZ 18	X	X		
PZ 19	X			

PP1	Piézomètres profonds	X		
PP2	X			
PP3	X			
PP4	X			
PP5	X			
E1	Piézomètres hors site	X	X	Semestrielle
E2	X	X		
E3	X			
E4	X			

E5	X			
E6	X			
E7	X			
E8	X			
E9	X			
E10	X			
E12	X			
E13	X			
E14	X	X		

E15	X	X		
E16	X			
PWW1	X			

Nota : - COHV : Composés Organo-halogénés Volatils suivants : tétrachloroéthylène, trichloroéthylène, cis-1,2-dichloroéthylène, chlorure de vinyle, 1,1-dichloroéthylène, trichloroéthane, dichloroéthane.

- Métaux : chrome VI

[...]

Constats :

Une remontée de nappe déborde sur le site via le piézomètre PP5. L'exploitant indique avoir inséré un tuyau dans le piézomètre PP5 pour le relier au réseau d'assainissement, pour éviter les débordements sur le sol. Le piézomètre PP5 localisée dans le bâtiment I, est accessible et ouvert en permanence.

L'inspection constate qu'il y a des risques de contamination de la nappe via le piézomètre PP5, risque de contamination possible en cas de déversement sur le sol de produits dangereux ou lors des nettoyages du sol ou en cas de débordement du réseau d'assainissement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai d'un mois sécuriser le piézomètre. Celui ci doit être rendu hermétique et sécurisé (inaccessible en permanence). L'exploitant doit déconnecter le piézomètre du réseau d'assainissement.

Il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer périodiquement du bon état de fonctionnement et d'entretien des piézomètres et de maîtriser les risques de contamination des ouvrages et des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Bilan Quadriennal : Eaux souterraines - Gaz du sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/09/2009, article 9.4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan Quadriennal : Eaux souterraines - Gaz du sol

Prescription contrôlée :

L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, un dossier faisant le bilan de la surveillance des eaux souterraines et des gaz de sol. Il transmet une copie de ce rapport à l'inspection des installations classées.

Il comporte l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant :

- réexaminer les mesures de gestion établies (surveillance des eaux souterraines et des gaz du sol et mise en œuvre de servitudes d'utilité publique autour et en aval hydraulique du site),
- réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance.

Le bilan quadriennal comporte également une analyse sur l'évolution des teneurs en COV dans les eaux souterraines et les gaz du sol, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport du bilan quadriennal de la surveillance environnementale réalisée par AECOM France (AECOM) de manière semestrielle entre avril 2018 et décembre 2019 puis à une fréquence annuelle en mai 2020 et mai 2021 au droit et à proximité du site Goodrich Actuation Systems SAS (GAS dans la suite du rapport) de Saint-Marcel.

Pour rappel, les campagnes de surveillance réalisées jusqu'en mai 2020 ont été menées conformément aux prescriptions de l'Arrêté Préfectoral n° D3-B409-289 du 30 décembre 2009. Sur la base des conclusions du bilan quadriennal pour la période 2014-2017, l'exploitant a révisé son programme de surveillance à compter de 2021 (surveillance annuelle des eaux souterraines et de l'air ambiant et arrêt de la surveillance des gaz du sol).

Les résultats des campagnes de surveillance de la qualité des eaux souterraines, des gaz du sol et de l'air ambiant réalisées entre 2018 et 2021, ont confirmé la stabilité globale des concentrations mesurées dans les milieux gaz du sol et air ambiant ainsi que l'absence de risques sanitaires pour les employés du site GAS et pour les résidents au voisinage du site, il est proposé de poursuivre la surveillance de l'air ambiant au droit du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit poursuivre la surveillance environnementale annuelle conformément aux

prescriptions de l'Arrêté Préfectoral (AP) n° D3-B409-289 du 30 décembre 2009 et de sa révision en 2020 et conformément aux conclusions du bilan de la surveillance environnementale 2018-2021 présentées dans le rapport d'AECOM.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Substances et préparations dangereuses – Etiquetage et stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2009, article 8.1.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Substances et préparations dangereuses – Etiquetage et stockage

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans l'établissement (substances, bains, bains usés, bains de rinçage...) ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Les réserves de substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.

Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux dépôts de substances toxiques.

Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains. Dans le cas où l'ajustement de la composition des bains est fait à partir de solutions disponibles en conteneur et ajoutées par des systèmes automatiques, la quantité strictement nécessaire est un conteneur.

Constats :

L'exploitant a transmis le tableau récapitulatif des substances extrêmement préoccupantes (SVHC) identifiées à l'annexe 14 du règlement REACH utilisées sur son site et faisant l'objet d'une décision d'autorisation (temporaire) au niveau communautaire avant substitution définitive. Le tableau est complété des noms des produits contenant ces substances, du numéro CAS des substances autorisées et du numéro d'autorisation de la commission européenne, le nom des fournisseurs des produits, des fabricants / formulateurs des produits et le titulaire de l'autorisation.

Par sondage, 4 fiches de données de sécurité (FDS) ont été demandées lors de l'inspection, celles du :

- ALORODE 4750
- TRIOXYDE DE CHROME, ANHYDRE
- DARK GREEN AEROPRIME MIL-PRF-23377 TYPE II CL C2 PART A
- PRIMAIRE PAC 33 PU VERT.

Dans le tableau transmis par l'exploitant, il apparaît pour:

- L'ALORODE (mélange fourni par la société française SIFCO APPLIED SURCFCE CONCEPTS FRANCE (77)) dont la substance extrêmement préoccupante (SVHC) est le trioxyde de chrome. La FDS du mélange par le fournisseur indique que pour cette substance SVHC, c'est la société allemande Mac Dermic Enthone GMBh qui est autorisée en tant qu'utilisateur en aval de la substance via les références aux autorisations REACH/20/18/6, REACH/20/18/13, REACH/20/18/20 (formulation de mélanges destinés au traitement de surface dans les secteurs de l'aéronautique et de l'aérospatiale), REACH/20/18/27, REACH/20/18/34 inscrites dans la décision d'autorisation C(2020) 8797 du 18 décembre 2020. Ainsi, COLLINS AEROSPACE s'estime couvert par la dérogation de l'utilisateur en aval Mac Dermic Enthone GMBh.

- TRIOXYDE DE CHROME ANHYDRE (substance fournie par la société française A.M.P.E.R.E INDUSTRIE (95) en qualité de distributeur de la substance), la SVHC est le trioxyde de chrome. Les 2 FDS de la substance par chacun des fournisseurs indiquent que ce sont les sociétés italienne et néerlandaise (respectivement CROMITTAL S.P.A et POLYHRONE HOLDING B.V.) qui sont autorisées en qualité de représentants exclusifs des fabricants turc et américain via les références aux autorisations :

REACH/20/18/4, REACH/20/18/11, REACH/20/18/18 (formulation de mélanges destinés au traitement de surface dans les secteurs de l'aéronautique et de l'aérospatiale), REACH/20/18/25, REACH/20/18/32 inscrites dans la décision d'autorisation C(2020) 8797 du 18 décembre 2020. REACH/20/18/5, REACH/20/18/12, REACH/20/18/19 (formulation de mélanges destinés au traitement de surface dans les secteurs de l'aéronautique et de l'aérospatiale), REACH/20/18/26, REACH/20/18/33 inscrites dans la décision d'autorisation C(2020) 8797 du 18 décembre 2020.

L'arrêt de la CJE du 23 avril 2023 a annulé l'autorisation REACH 2020(8797) au profit du consortium CTAC / CHROMITAL / AMPERE INDUSTRIE / GACHES CHIMIE / COLLINS AEROSPACE et CATC / MACDERMID ENTHONE / SIFCO APPLIED SURCFCE CONCEPTS FRANCE / COLLINS AEROPSACE. On en revient donc à la situation initiale d'une demande d'autorisation en date du 11 mai 2015 (toujours en cours d'instruction par l'ECHA et la commission européenne) en attente d'une nouvelle décision par la commission européenne vis-à-vis de cette demande initiale.

Dans le même temps, le consortium CTAC s'est scindé en 2 consortiums distincts : le CTAC SUB 2 (utilisateurs professionnels hors aéronautique et défense) et ADSR (industrie aéronautique et de la défense). Le CTAC SUB 2 et l'ADCR ont chacun déposé de nouvelles demandes d'autorisation pour l'utilisation de trioxyde de chrome ce qui a pour effet de couvrir les utilisateurs en aval des entités inscrites dans ces consortiums respectifs dès lors que les usages des utilisateurs en aval sont dans le périmètre des rapports sur la sécurité chimique (CSR) associée à ces demandes d'autorisation.

Concrètement, la société COLLINS AEROSPACE dispose donc de 2 filets de sécurité pour continuer à utiliser légalement du trioxyde de chrome :

Le 1er par la demande d'autorisation historique du 11 mai 2015 tant que la commission européenne n'aura pas fait connaître sa décision. La décision est attendue pour 2026.

Le 2nd par la nouvelle demande d'autorisation du consortium ADCR pour les usages couverts

précédemment (et qui couvrent ceux des activités de traitement de surface et de chromage fonctionnel de la société COLLINS AEROSPACE).

- DARK GREEN AEROPRIME MIL-PRF-23377 TYPE II CL C2 PART A (mélange fourni par la société polonaise HASS GROUP INTERNATIONAL Sp. z o.o.), la SVHC de ce produit est le chromate de strontium. La FDS du mélange par le fournisseur indique que pour cette substance SVHC, c'est la société polonaise HASS GROUP INTERNATIONAL Sp. z o.o. qui est autorisée (cette société s'est vue transférer l'autorisation REACH/20/12/0 inscrite dans la décision C(2020) 6231 en date du 17 septembre 2020 accordée initialement à la société WESCO AIRCARFT EMEA Ltd à l'occasion de la sortie du Royaume Uni de l'Union européenne).

- PRIMAIRE PAC 33 PU VERT (mélange fourni et formulé par la société française PPG COATING SA (76)), la substance SVHC est l'hydroxyoctaoxodizincatedichromate de potassium. La FDS par le fournisseur indique que c'est la société anglaise PPG COATING SA qui est autorisée via l'autorisation REACH/20/6/8 inscrite dans la décision C(2020)2089 du 15 avril 2020. Ainsi, COLLINS AEROSPACE s'estime couverte par la dérogation accordée à la société PPG COATING SA en ses qualités de fournisseur direct (du mélange contenant la substance) et de détenteur de l'autorisation en son nom propre.

L'exploitant a présenté l'état des stocks des produits chimiques en date du 21 novembre 2024, utilisés pour son activité de traitement de surface. Les données suivantes sont également présentes : code produit, désignation, le lot, l'emplacement, la quantité de produit stockée, les unités de stockage et le seuil de commande (à partir de quel niveau de stock il faut recommander).

Les encours sont intégrés dans l'état des stocks.

Type de suites proposées : Sans suite